

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 24/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE

25 rue Louis Chatin
ZI de la Soie d'Izieux
42400 Saint-Chamond

Références : UID4243-EAR-026-104
Code AIOT : 0006103420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE implanté 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 Saint-Chamond. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE
- 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 Saint-Chamond
- Code AIOT : 0006103420
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE effectue une activité de traitement de surface (anodisation avec couleurs et polissage). Elle est installée dans les anciens locaux des teintureries d'IZIEUX, en périphérie de Saint-Chamond.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	1 mois
7	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Demande d'action corrective	12 mois
8	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
3	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
4	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le schéma des réseaux est incomplet, l'exploitant a réalisé la réparation de la rétention sous les produits chimiques située à côté de la chaîne INOX demandée lors de la précédente inspection mais l'inspection a constaté que deux autres rétentions doivent être réparées.

L'exploitant ne réalise pas de contrôle de recalage annuel prévu par la réglementation de ses rejets aqueux permettant de vérifier les mesures d'auto-surveillance réalisées mensuellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux qui a été mis à jour mais non daté. Il manquait sur ce plan la localisation de la cabine de montage. Les 3 réseaux : eaux pluviales, eaux domestiques et eaux industrielles étaient bien représentés mais pas facilement identifiables. L'entreprise dispose d'un seul point de rejet de ses eaux industrielles. Le lieu de prélèvement n'était pas représenté sur le plan des réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 1 mois, l'exploitant fournira un plan des réseaux de son site actualisé et complété avec les remarques faites ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Depuis 1 an les rejets sont conformes aux VLE en concentration et en flux pour tous les

paramètres d'après les relevés de GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
N° 3 : Transmission GIDAF
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations GIDAF sont bien réalisées mensuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 24/01/2025 :</u></p> <p>L'inspection a porté essentiellement sur l'acide nitrique, produit chimique utilisé en petite quantité (1 bidon de 27 kg par semaine environ). L'acide nitrique est utilisé dans 2 process : passivation inox et passivation aluminium.</p> <p>Les étiquettes étaient bien présentes sur les contenants commerciaux et comportaient les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence. L'inspection a constaté que les bains de traitement étaient étiquetés. Néanmoins, elle a constaté qu'au niveau des bains INOX, les opérateurs peuvent être amenés à travailler des 2 côtés des bains et un seul côté est étiqueté.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 24/01/2025 :</u></p> <p>L'exploitant placera des étiquettes des 2 côtés de la ligne INOX.</p> <p><u>Constat du 12/03/2026:</u></p> <p>Les étiquettes ont bien été placées sur le côté de la ligne INOX où elles manquaient.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 24/01/2025 :</u> Tous les produits chimiques sous forme liquide vus par l'inspection étaient sur rétention sauf le sel de nickel, stocké dans le local produits chimiques qui n'était pas sur rétention. Les volumes de rétentions semblaient suffisants.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 24/01/2025 :</u> Tous les produits chimiques liquides doivent être sur rétention. Le sel de nickel devra être placé sur rétention dans un délai de 1 mois, une photo sera envoyée à l'inspection</p> <p><u>Constat du 12/03/2026:</u> Tous les produits chimiques étaient sur rétention dans le local produit chimique, les incompatibilités étaient respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non</p>

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat 24/01/2025 :</u> L'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks des produits chimiques présents sur site. Il tient un tableau à jour qui mentionne les sorties de produits mais pas les entrées. Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir sur site environ 7 à 8 bidons de 27 kg d'acide nitrique, et l'inspection a constaté la présence de 13 bidons de 27 kg.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 24/01/2025 :</u> Dans un délai de 1 mois, l'exploitant mettra en place un registre sur lequel il mentionnera un état des matières stockées (produits chimiques mais également les matières non combustibles non dangereuses). Cet état sera mis à jour chaque semaine au minimum.</p> <p><u>Constat du 12/03/2026 :</u> Un registre a été mis en place. L'inspection a vérifié les sel de nickel. Sur le registre, il était indiqué la présence de 1 bidon plein de 25 kg. En réalité, l'exploitant disposait de 2 bidons. L'exploitant corrigera son registre.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le registre devra être vérifié et corrigé dans un délai de 1 mois.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention des produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Constat 24/01/2025:</u> Les rétentions sous les lignes de traitement sont en béton. La rétention placée sous l'acide nitrique est en plastique. L'inspection n'a pas pu vérifier l'état des rétentions placées sous les lignes de traitement car elles n'étaient pas complètement vides. Une des rétentions béton placée au fond de la zone INOX semblait en mauvais état (surface du béton dégradée). L'exploitant a déclaré vérifier régulièrement les rétentions mais ne dispose d'aucun registre de maintenance permettant d'attester cette vérification et la remise en état des rétentions lorsque cela est nécessaire. La</p>

<p>rétenction sous la ligne de traitement INOX semblait bien pleine, l'exploitant n'a pas su dire à l'inspection quand elle avait été vidée la dernière fois. Dans ces conditions, le volume de rétenction disponible n'est plus suffisant en regard du volume réglementaire.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant mettra en place dans un délai de 1 mois un registre dans lequel il mentionnera notamment quand sont vérifiés et réparés les rétenctions et quand sont prévus les entretiens des rétenctions. La mise en place de ce registre et son suivi seront vérifiés à la prochaine inspection.</p> <p>La rétenction béton au fond de la zone INOX devra être remise en état dans un délai de 3 mois, une facture des travaux sera transmise à l'inspection pour justification.</p> <p>La rétenction sous la ligne de traitement INOX sera vidée et les produits envoyés vers une filière adaptée dans un délai de 15 jours. Les justificatifs nécessaires seront transmis à l'inspection.</p> <p><u>Constat du 12/03/2026 :</u></p> <p>La rétenction des produits chimiques située au niveau de la ligne INOX a été réparée avec un revêtement étanche.</p> <p>La rétenction située sous la chaîne de traitement INOX était en bon état mais il y avait un peu de liquide d'un côté.</p> <p>L'inspection a constaté qu'il manquait une partie de la rétenction placée en-dessous de la zone d'égouttage des pièces après traitement.</p> <p>La partie de rétenction manquante en dessous de la zone égouttage de la ligne INOX devra être remplacée très rapidement par des boudins absorbants, en attendant sa réparation dans un délai de 1 mois.</p> <p>Le béton de la rétenction située sous la ligne ALU est abîmée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La partie de rétenction manquante en-dessous de la zone égouttage de la ligne INOX devra être remplacée très rapidement par des boudins absorbants, en attendant sa réparation dans un délai de 1 mois.</p> <p>La ligne rétenction sous la chaîne INO devra être vidée dans un délai de 1 mois.</p> <p>La rétenction sous la ligne ALU devra être réparée dans un délai de 1 an.</p> <p>Les boudins absorbants devront être gérés en tant que déchets dangereux</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre</p>

<p>analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de contrôle de recalage, celui-ci devra être mis en place dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, un contrôle de recalage devra être réalisé par un laboratoire d'analyse agréé. Il sera ensuite réalisé trimestriellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>